

["Cohérence et transparence"]

UDE-Medef : un Plan Marshall

La première assemblée générale de l'Union des entreprises (UDE) Medef Guadeloupe nouvelle mouture s'est tenue au World Trade Center de Jarry le 19 mai dernier. L'occasion pour le nouveau président de l'UDE, Bruno Blandin, d'exposer sa vision et les projets associés de l'organisation patronale en faveur d'un redressement économique nécessaire. Avec un appel soutenu à la mobilisation coordonnée de tous les acteurs du développement local.

Contribuer au rétablissement de l'Europe". Telle était l'ambition et l'objectif avoué du gouvernement américain lorsque le secrétaire d'État de l'époque, le général George Marshall, exposa à l'Université Harvard (juin 1947) la volonté de l'administration Truman d'aider à la reconstruction des pays alliés après la Seconde Guerre mondiale. Le fameux "Plan Marshall" était né. L'expression, popularisée par les médias, s'est depuis appliquée aux divers plans stratégiques élaborés de part le monde pour rétablir toute situation micro ou macro-économique compromise au point de menacer l'équilibre budgétaire d'un pays, d'une collectivité ou d'un secteur donné, et d'écraser le moral des entreprises et populations associées.

Refonder une nouvelle dynamique

Aujourd'hui, toutes proportions et mesure gardées, c'est d'un nouveau Plan Marshall global dont la Guadeloupe a besoin.

Le grand écart conceptuel qu'une telle affirmation sug-

gère paraît abyssal. Entre les séquelles du nazisme sur l'appareil productif de l'Europe d'alors et la paupérisation économique actuelle de territoires insulaires placés sous perfusion hexagonale réduite, la comparaison peut paraître outrancière, voire déplacée. Et pourtant. Si l'échelle des dégâts européens d'après-Guerre est à des années-lumière des réalités et difficultés financières d'un petit archipel des Caraïbes, les ressorts psychologiques d'un nécessaire sursaut économique en temps de crise et la mobilisation politique, sociale et entrepreneuriale qu'il réclame sont les mêmes.

Lors de son intervention de cadrage, face à tous les "corps constitués" rassemblés, aux nombreux chefs d'entreprise, représentants d'assemblées locales, présidents de chambres consulaires et membres des services de l'État œuvrant dans l'archipel (le préfet en tête), Bruno Blandin, le président de l'UDE-Medef Guadeloupe, a confirmé cette évidence, rappelant l'ambition majeure exprimée, à travers leur organisation patronale, par les entrepreneurs guadeloupéens : "contribuer activement à la construc-

tion d'un projet global pour la Guadeloupe." Un projet qui positionnera l'archipel "dans son espace géographique, qui lui donnera les moyens de prendre en main son destin, et mettra son développement au service du bien-être de ses concitoyens." En filigrane, les fondations d'un induit Plan Marshall d'inspiration locale se profilent, avec le soutien bienvenue de toutes les "bonnes volontés" de terrain...

Dans le détail des procédures à mettre en place pour faire de cet objectif une réalité, Bruno Blandin a, en substance, plaidé pour l'instauration de nouveaux rapports partenariaux entre les services administratifs et les entreprises locales, afin que cesse "cette confrontation stérile entre l'économie et la politique". Et prôné un nécessaire retour à un dialogue social apaisé au sein des entreprises de tous les secteurs.

En ciel assombri de crise, les entrepreneurs ne réclament "ni crédit ni mesures supplémentaires", a-t-il affirmé, mais attendent que "l'action publique soit conduite non dans la confrontation mais dans la cohé-



Une assemblée générale "refondatrice" et résolument partenariale.

rence" [...] Pour impulser cette dynamique nouvelle, les citoyens que restent les entrepreneurs "ont besoin d'avoir une vision claire de la cohérence globale des actions conduites et des projets développés par les différents acteurs publics". Et le "patron des patrons guadeloupéens" d'appeler tous les partenaires, publics et privés rassemblés, à "jouer le jeu", sérieux et essentiel, du développement local, rappelant au passage qu'une gouvernance nationale responsable "nécessite clarté et crédibilité de la parole publique."

C'est à ce prix de cohérence transversale dans l'action et de transparence responsable dans l'organisation straté-